

Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2019

Boulogne-Billancourt (France), le 24 juillet 2019 – Vallourec, un leader mondial des solutions tubulaires premium, annonce aujourd'hui ses résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2019. L'information financière consolidée a été présentée par le Directoire de Vallourec au Conseil de Surveillance le 23 juillet 2019.

Deuxième trimestre 2019 :

- **Chiffre d'affaires : 1 084 millions d'euros, en hausse de 10 % par rapport au T2 2018 (+ 8 % à taux de change constants)**
- **Résultat brut d'exploitation ⁽¹⁾ : 102 millions d'euros contre 23 millions d'euros au T2 2018**
- **Flux de trésorerie disponible positif ⁽¹⁾ à 16 millions d'euros, contre - 164 millions d'euros au T2 2018**
 - Flux de trésorerie générés par l'activité positifs à 39 millions d'euros, contre - 61 millions d'euros au T2 2018
 - Augmentation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité de - 4 millions d'euros, contre - 84 millions d'euros au T2 2018 ; besoin en fonds de roulement net à 108 jours de chiffre d'affaires, contre 114 à la fin du T2 2018
- **Dettes nettes ⁽¹⁾ au 30 juin 2019 : 2 111 millions d'euros, contre 2 125 millions d'euros au 31 mars 2019**

Confirmation des perspectives pour 2019 :

Compte tenu des tendances actuelles sur le plan économique et sur ses marchés ⁽²⁾, le Groupe confirme :

- la reprise de l'activité Pétrole et Gaz, principalement tirée par les marchés internationaux;
- ses objectifs pour 2019, avec :
 - une forte croissance du résultat brut d'exploitation, soutenue par les tendances de marché, les économies supplémentaires et la poursuite du déploiement des nouvelles routes de production compétitives du Groupe
 - la poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement, au-delà des mouvements saisonniers habituels, avec une réduction du nombre de jours de besoin en fonds de roulement, en moyenne trimestrielle et en fin d'exercice
 - des investissements industriels de l'ordre de 180 millions d'euros, un niveau reflétant les besoins correspondant à la nouvelle empreinte industrielle du Groupe
- Sur la base des tendances actuelles de marché et des objectifs énoncés ci-dessus, le Groupe respecterait son covenant bancaire à la fin de l'exercice.

⁽¹⁾ Les effets détaillés de l'application d'IFRS 16 sur le résultat brut d'exploitation, la dette nette, la dette de location et les flux de trésorerie disponible sont décrits dans l'analyse des résultats consolidés (pages 4 et 5), la situation financière (page 6) et les annexes (pages 13, 14, 15 et 16)

⁽²⁾ Cf. paragraphe « Réflexions et informations prospectives »

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Chiffres clés ⁽³⁾

S1 2019	S1 2018	Variation	En millions d'euros	T2 2019	T2 2018	Variation
1 176	1 087	8%	Production expédiée (milliers de tonnes)	605	572	6%
2 109	1 844	14%	Chiffre d'affaires	1 084	982	10%
169	18	151 m€	Résultat brut d'exploitation	102	23	79 m€
8,0%	1,0%	7,0 pts	En % du CA	9,4%	2,3%	7,1 pts
(167)	(307)	140 m€	Résultat net, part du Groupe	(77)	(137)	60 m€
(143)	(418)	275 m€	Flux de trésorerie disponible	16	(164)	180 m€

(3) Les effets détaillés de l'application d'IFRS 16 sur le résultat brut d'exploitation, la dette nette, la dette de location et les flux de trésorerie disponible sont décrits dans l'analyse des résultats consolidés (pages 4 et 5), la situation financière (page 6) et les annexes (pages 13, 14, 15 et 16).

Dette nette

30 juin 2019	1 janvier 2019 post IFRS 16	Variation	En millions d'euros	31 déc 2018
2 111	1 999	112 m€	Dette nette *	2 058

* La dette nette de 2 058 m€ à fin décembre 2018 inclut 59 m€ de dette de location financement

Commentant ces résultats, Philippe Crouzet, Président du Directoire, a déclaré :

« Avec une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires, la poursuite du rebond du résultat brut d'exploitation et un flux de trésorerie disponible positif, les performances du deuxième trimestre démontrent, une nouvelle fois, que Vallourec est bien engagé sur la voie de la reprise.

Comme prévu, l'activité Pétrole et Gaz a joué un rôle déterminant dans la réalisation de ces résultats, la région EA-MEA en ayant été le principal moteur. Par ailleurs, les activités minières du Groupe au Brésil ont réalisé des volumes plus élevés, vendus à de meilleurs prix.

Nous visons la confirmation au second semestre du solide résultat brut d'exploitation obtenu au premier semestre. Le ralentissement modéré anticipé sur le marché Pétrole et Gaz en Amérique du Nord devrait être contrebalancé au cours du semestre par un niveau d'activité satisfaisant attendu globalement sur les autres marchés du Groupe et par la poursuite de la mise en œuvre de notre Plan de Transformation.

Nous restons concentrés sur la gestion stricte de notre trésorerie : nos nouvelles initiatives pour maîtriser le besoin en fonds de roulement se sont concrétisées par des résultats positifs pendant la première partie de l'année et nous sommes déterminés à poursuivre ces progrès.

Après la reprise des marchés Pétrole et Gaz constatée en 2019 dans les régions EA-MEA, nous sommes confiants dans le redémarrage en 2020 de l'activité au Brésil, marché sur lequel nous bénéficions de positions solides. Ce redémarrage est attendu en raison des engagements de forage pris par les compagnies pétrolières, à la suite des appels d'offres pour l'octroi de droits d'exploration et de production qu'elles ont remportés ces deux dernières années. »

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

I - CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR MARCHÉ

S1 2019	S1 2018	Variation en %	A taux de change constants	En millions d'euros	T2 2019	T2 2018	Variation en %	A taux de change constants
1 525	1 285	19%	15%	Pétrole et gaz, Pétrochimie	787	701	12%	9%
482	379	27%	29%	Industrie & Autres	245	199	23%	25%
102	180	-43%	-43%	Energie électrique	52	82	-37%	-37%
2 109	1 844	14%	12%	Total	1 084	982	10%	8%

Au deuxième trimestre 2019, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 084 millions d'euros, en hausse de 10 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (+ 8 % à taux de change constants), avec un effet volume positif de 6 %, un effet prix/mix positif de 2 % et un effet de change positif de 2 %.

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 109 millions d'euros, en augmentation de 14 % par rapport au premier semestre 2018 (+ 12 % à taux de change constants). L'effet volume a été de 8 %, l'effet prix/mix de 4 % et l'effet de change de 2 %.

Pétrole et Gaz, Pétrochimie (72 % du chiffre d'affaires consolidé)

Au deuxième trimestre 2019, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a atteint 724 millions d'euros, en hausse de 18 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (+ 14 % à taux de change constants).

- **Dans les régions EA-MEA, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a nettement progressé par rapport au deuxième trimestre 2018, principalement tiré par les volumes.**
- **En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a légèrement augmenté par rapport au deuxième trimestre 2018, grâce à la hausse des prix mise en œuvre au troisième trimestre 2018, dans un contexte marqué par un début d'érosion des prix de marché.**
- **En Amérique du Sud, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a reculé par rapport au deuxième trimestre 2018, reflétant un point bas temporaire des livraisons OCTG offshore.**

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz s'est établi à 1 395 millions d'euros, en forte croissance (+ 26 %) par rapport au premier semestre 2018 (+ 22 % à taux de change constants).

Au deuxième trimestre 2019, le chiffre d'affaires Pétrochimie a atteint 63 millions d'euros, en baisse de 27 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (- 28 % à taux de change constants) en raison notamment d'une baisse des volumes en Amérique du Nord, et d'une réallocation de l'activité vers des produits à plus forte marge au Moyen-Orient et en Asie.

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires Pétrochimie a atteint 130 millions d'euros, en baisse de 27 % par rapport au premier semestre 2018 (- 30 % à taux de change constants).

Au deuxième trimestre 2019, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz et Pétrochimie s'est établi à 787 millions d'euros, en hausse de 12 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (+ 9 % à taux de change constants) du fait de l'augmentation des volumes Pétrole et Gaz dans la région EA-MEA et de l'impact positif de la hausse des prix des produits OCTG en Amérique du Nord mise en œuvre au troisième trimestre 2018.

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz et Pétrochimie s'est élevé à 1 525 millions d'euros, en hausse de 19 % par rapport au premier semestre 2018 (+ 15 % à taux de change constants).

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Industrie & Autres (23 % du chiffre d'affaires consolidé)

Au deuxième trimestre 2019, le chiffre d'affaires s'est établi à 245 millions d'euros, en hausse de 23 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (+ 25 % à taux de change constants).

- En Europe, le chiffre d'affaires Industrie a légèrement reculé en raison d'une baisse des volumes dans un contexte économique difficile.
- Au Brésil, le chiffre d'affaires Industrie & Autres s'est inscrit en nette hausse, principalement tiré par les ventes de minerai de fer.

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires Industrie & Autres s'est élevé à 482 millions d'euros, en hausse de 27 % par rapport au premier semestre 2018 (+ 29 % à taux de change constants) principalement du fait de la progression du chiffre d'affaires réalisé grâce aux ventes de minerai de fer. Le volume de minerai de fer vendu a augmenté de + 35 % au premier semestre 2019 par rapport au premier semestre 2018, résultant des actions mises en œuvre pour renforcer la productivité de la mine. La croissance de son chiffre d'affaires a également bénéficié d'une hausse du prix du minerai de fer.

Énergie électrique (5 % du chiffre d'affaires consolidé)

Le chiffre d'affaires **Énergie électrique** s'est élevé à 52 millions d'euros au deuxième trimestre 2019, en baisse de 37 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (- 37 % à taux de change constants). Ce recul est lié au déclin de la demande mondiale pour les centrales conventionnelles au charbon.

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires a atteint 102 millions d'euros, en baisse de 43 % par rapport au premier semestre 2018 (- 43 % à taux de change constants).

II - ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Analyse des résultats consolidés du deuxième trimestre 2019

Au deuxième trimestre 2019, le résultat brut d'exploitation s'est établi à 102 millions d'euros, soit une hausse de 79 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2018, qui s'explique par :

- Une marge industrielle de 213 millions d'euros, en hausse de 83 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2018 (+ 6,4 pts), reflétant principalement une plus forte activité Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA. Jointe à une progression de la contribution des opérations minières, elle a largement compensé le recul de la contribution de l'activité Pétrole et Gaz en Amérique du Sud.
- Des coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A) de 105 millions d'euros, en hausse de 6 %, et représentant 9,7 % du chiffre d'affaires contre 10,1 % au deuxième trimestre 2018.
- Le résultat brut d'exploitation inclut un effet IFRS 16 positif de 8 millions d'euros et une augmentation nette des provisions de 3 millions d'euros.

Hors variation des provisions et effet IFRS 16, le résultat brut d'exploitation du deuxième trimestre 2019 s'est élevé à 97 millions d'euros, à comparer à 17 millions d'euros au deuxième trimestre 2018 et 65 millions d'euros au premier trimestre 2019.

Le résultat d'exploitation s'est amélioré de 76 millions d'euros pour devenir positif à 1 million d'euros.

La dépréciation d'un actif dédié à l'activité nucléaire a été comptabilisée au deuxième trimestre 2019 pour un montant de - 21 millions d'euros. Les charges de « Cession d'actifs, restructuration et autres » se sont élevées à - 6 millions d'euros au deuxième trimestre 2019, contre - 24 millions d'euros au deuxième trimestre 2018.

Les « Amortissements et autres dépréciations » incluent un impact IFRS 16 de - 7 millions d'euros (amortissement du droit d'usage).

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Le résultat financier est resté stable à - 61 millions d'euros, contre - 62 millions d'euros au deuxième trimestre 2018. Il inclut un effet IFRS 16 négatif de -2 millions d'euros (charges d'intérêts sur dette de location).

L'impôt sur les bénéfices s'est établi à 14 millions d'euros au deuxième trimestre 2019, principalement dû à une charge d'impôt liée aux activités brésiliennes, alors qu'aucun impôt n'avait été comptabilisé au deuxième trimestre 2018.

Le résultat net, part du Groupe, est une perte nette réduite de 60 millions d'euros pour s'établir à - 77 millions d'euros, contre - 137 millions d'euros au deuxième trimestre 2018.

Analyse des résultats consolidés du premier semestre 2019

Au premier semestre 2019, le résultat brut d'exploitation s'est établi à 169 millions d'euros, en hausse de 151 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018, avec :

- Une marge industrielle de 381 millions d'euros, en hausse de 148 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018 (+ 5,5 pts), reflétant principalement une plus forte activité Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA. Jointe à une progression de la contribution des opérations minières, elle a largement compensé le recul de la contribution de l'activité Pétrole et Gaz en Amérique du Sud.
- Des coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A), en baisse de 1 %, à 198 millions d'euros, soit 9,4 % du chiffre d'affaires contre 10,8 % au premier semestre 2018, reflétant le contrôle strict des coûts.
- Le résultat brut d'exploitation inclut un effet IFRS 16 positif de 16 millions d'euros et une augmentation nette des provisions de -9 millions d'euros.

Hors variation des provisions et effet IFRS 16, le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2019 s'est élevé à 162 millions d'euros, à comparer à 4 millions d'euros au premier semestre 2018.

Le résultat d'exploitation, en amélioration de 187 millions d'euros, s'est établi à - 18 millions d'euros. L'amélioration résulte d'une part de la hausse du résultat brut d'exploitation et d'autre part de la réduction des charges « Cession d'actifs, restructuration et autres » (diminution de 46 millions d'euros), compensant largement l'augmentation de - 8 millions d'euros des dépréciations d'actifs. Au premier semestre 2019, les dépréciations d'actifs incluent une charge de - 21 millions d'euros relative à un actif dédié à l'activité nucléaire. Les « Amortissements et autres dépréciations » incluent un impact IFRS 16 de - 14 millions d'euros (amortissement du droit d'usage).

Le résultat financier est négatif à - 122 millions d'euros, contre - 105 millions d'euros au premier semestre 2018, principalement en raison de charges d'intérêts plus élevées du fait des 400 millions d'euros d'obligations émises en avril 2018 et de la comptabilisation d'une charge d'intérêt sur dette de location de - 5 millions d'euros, en application de la norme IFRS 16.

L'impôt sur les bénéfices s'est établi à - 22 millions d'euros, principalement liés à l'activité au Brésil, alors qu'aucun impôt n'avait été comptabilisé au premier semestre 2018.

Le résultat net, part du Groupe, est une perte nette en réduction de 140 millions d'euros, à - 167 millions d'euros, contre - 307 millions d'euros au premier semestre 2018.

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

III – FLUX DE TRÉSORERIE & SITUATION FINANCIÈRE

Flux de trésorerie générés par l'activité

Les flux de trésorerie générés par l'activité ont été positifs au deuxième trimestre 2019, à 39 millions d'euros contre - 61 millions d'euros au deuxième trimestre 2018. Ils sont également devenus positifs au premier semestre 2019, à 10 millions d'euros contre - 144 millions d'euros au premier semestre 2018.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité

Au deuxième trimestre 2019, le besoin en fonds en roulement lié à l'activité a augmenté de 4 millions d'euros, contre une augmentation de 84 millions d'euros au deuxième trimestre 2018. Le besoin en fonds de roulement net s'est amélioré en nombre de jours de chiffre d'affaires : en ligne avec nos objectifs, il a été ramené à 108 jours de chiffre d'affaires, contre 114 jours à la fin du deuxième trimestre 2018.

Au premier semestre 2019, le besoin en fonds en roulement lié à l'activité a augmenté de 117 millions d'euros, alors qu'il avait augmenté de 236 millions d'euros au premier semestre 2018.

Investissements industriels

Le montant des investissements industriels est resté stable au deuxième trimestre 2019 par rapport au deuxième trimestre 2018, à - 19 millions d'euros. Au premier semestre 2019, il s'est établi à - 36 millions d'euros, soit un niveau proche de celui du premier semestre 2018 (-38 millions d'euros).

Flux de trésorerie disponible

Au deuxième trimestre 2019, le Groupe a généré un flux de trésorerie disponible positif de 16 millions d'euros, contre un flux de trésorerie disponible négatif de - 164 millions d'euros au deuxième trimestre 2018, grâce à l'augmentation du résultat brut d'exploitation et à l'amélioration des performances en matière de gestion du besoin en fonds de roulement.

Au premier semestre 2019, le flux de trésorerie disponible a été négatif, de - 143 millions d'euros, en amélioration de 275 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018 (- 418 millions d'euros).

Dettes nette et liquidité

Au 30 juin 2019, la dette nette a légèrement diminué à 2 111 millions d'euros, contre 2 125 millions d'euros au 31 mars 2019. Elle était de 1 999 millions d'euros au 1^{er} janvier 2019. Pour rappel, 59 millions d'euros de dette nette ont été reclassés en dette de location au 1^{er} janvier 2019 en application de la norme IFRS 16 (cf. tableau en page 15).

Le Groupe bénéficie d'une bonne position de liquidité. Au 30 juin 2019, Vallourec disposait de 729 millions d'euros de trésorerie et de 1 831 millions d'euros de lignes de crédit bancaire non tirées sur un montant total de 2 128 millions d'euros de lignes de crédit bancaire confirmées.

À la même date, la dette long terme s'élevait à 1 743 millions d'euros et la dette court terme à 1 097 millions d'euros, dont 400 millions d'euros en placement privé, 101 millions d'euros de billets de trésorerie et 297 millions d'euros tirés sur 2 128 millions d'euros de lignes de crédit bancaire confirmées.

Au 30 juin 2019, le ratio d'endettement retraité (« covenant bancaire ») tel que défini dans les contrats bancaires ⁽⁴⁾ et testé une fois par an au 31 décembre, est estimé à 79 %. L'entrée en vigueur de l'IFRS 16 est sans effet sur le ratio « covenant bancaire ».

⁽⁴⁾ **Covenant bancaire** : Tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la « dette de location financement » comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la « dette de location opérationnelle ») sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

IV - PLAN DE TRANSFORMATION

Économies brutes

De nouvelles initiatives pour accélérer le redressement ont été annoncées en février 2019. Leur déploiement est en cours. Un montant d'au moins de 200 millions d'euros d'économies brutes supplémentaires est visé d'ici 2020. Ces nouvelles initiatives se concentrent sur les activités européennes, notamment en Allemagne, ainsi qu'au Brésil afin de continuer à renforcer ce centre de production d'excellence.

Au premier semestre 2019, 48 millions d'euros d'économies brutes ont été réalisées.

En Allemagne, les effectifs ont été réduits au deuxième trimestre de 106 personnes, en plus des 135 réductions de postes déjà enregistrées au premier trimestre, sur un objectif de 600 départs d'ici fin 2020.

Énergie électrique conventionnelle

L'application de nouveaux tarifs douaniers en Chine affectant une part importante des tubes en acier produits en Allemagne à destination du marché chinois de l'énergie électrique conventionnelle rend désormais la cession de cette activité peu probable. Des discussions sont en cours avec les représentants des salariés en Allemagne pour évaluer l'avenir de cette activité.

Projet d'expansion de la mine

Vallourec a obtenu le permis nécessaire des autorités de l'État de Minas Gerais pour le projet d'expansion de son activité d'extraction du minerai de fer, avec la construction d'une nouvelle unité de traitement. Le Groupe devrait finaliser la procédure d'approbation de cet investissement dans les prochains mois.

Le projet vise à augmenter la capacité de production de minerai de fer à environ 8,5 millions de tonnes par an à partir de 2022.

D'ici là, les volumes de production devraient augmenter pour atteindre entre 5,5 et 6,0 millions de tonnes en 2019, contre 4,7 millions en 2018, grâce aux gains de productivité réalisés sur le site de production. La production de minerai de fer devrait ensuite rester à des niveaux comparables jusqu'à la réalisation du projet d'expansion.

Pour rappel, la mine vend la majeure partie de sa production sur le marché local, et approvisionne le haut fourneau et l'usine de pellets de Vallourec situés à Jeceaba, dans le Minas Gerais.

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

V – PRINCIPALES TENDANCES DE MARCHÉ

Pétrole et Gaz

- Dans les régions **EA-MEA**, le Groupe devrait continuer à bénéficier de la reprise des marchés Pétrole et Gaz, ainsi que du déploiement de ses nouvelles routes compétitives ;
- En **Amérique du Nord**, le ralentissement du marché devrait modérément peser sur les résultats du second semestre, dans un contexte où les opérateurs maintiennent une forte discipline en matière d'investissements et où les distributeurs ajustent leur niveau de stock ;
- En **Amérique du Sud**, un rebond des livraisons au Brésil est attendu dans la dernière partie de l'année, pour ensuite accélérer en 2020, grâce à une augmentation importante des forages d'exploration dans les gisements offshore en eaux profondes.

Industrie & Autres

- En **Europe**, la demande demeure faible avec une pression sur les prix, en particulier en Allemagne.
- Au **Brésil**, les perspectives restent positives pour l'activité minière.

Matières premières et devises

- Si les taux de change restent à leur niveau actuel, le Groupe devrait enregistrer un effet de change favorable sur l'ensemble de 2019.
- S'agissant des matières premières, les prix de la ferraille ont baissé au premier semestre 2019, et se stabilisent progressivement.

VII - PERSPECTIVES POUR 2019

Compte tenu des tendances actuelles sur le plan économique et sur ses marchés ⁽⁵⁾, le Groupe confirme :

- la reprise de l'activité Pétrole et Gaz, principalement tirée par les marchés internationaux ;
- ses objectifs pour 2019, avec :
 - une forte croissance du résultat brut d'exploitation, soutenue par les tendances de marché, les économies supplémentaires et la poursuite du déploiement des nouvelles routes de production compétitives du Groupe
 - la poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement, au-delà des mouvements saisonniers habituels, avec une réduction du nombre de jours de besoin en fonds de roulement, en moyenne trimestrielle et en fin d'exercice
 - des investissements industriels de l'ordre de 180 millions d'euros, un niveau reflétant les besoins correspondant à la nouvelle empreinte industrielle du Groupe
- Sur la base des tendances actuelles de marché et des objectifs énoncés ci-dessus, le Groupe respecterait son covenant bancaire à la fin de l'exercice.

⁽⁵⁾ Cf. paragraphe « Réflexions et informations prospectives »

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Réflexions et informations prospectives

Ce communiqué de presse contient des réflexions et des informations prospectives. De par leur nature, ces réflexions et informations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits et services ou les performances futures. Bien que la Direction de Vallourec estime que ces réflexions et informations prospectives sont raisonnables, Vallourec ne peut garantir leur exactitude ou leur exhaustivité. Ces réflexions et informations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes qui sont difficiles à prévoir et généralement en dehors du contrôle de Vallourec, qui peuvent impliquer que les résultats et événements effectivement réalisés diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les réflexions et les informations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par Vallourec auprès de l'AMF, y compris ceux énumérés dans la section « Facteurs de Risques » du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 29 mars 2019.

Présentation des résultats du premier semestre de l'exercice 2019

Conférence analyste téléphonique en anglais et audio webcast à 18h30 (heure de Paris)

- Pour écouter l'audio webcast : https://channel.royalcast.com/webcast/vallourec-en/20190724_1/
- Pour participer à la conférence, veuillez composer le (utiliser le mot de passe « Vallourec ») :
 - o +44 (0) 20 3003 2666 (Royaume-Uni)
 - o +33 (0) 1 7037 7166 (France)
 - o +1 212 999 6659 (États-Unis)
- L'audio webcast et la présentation seront disponibles sur le site web à l'adresse suivante : <http://www.vallourec.com/EN/GROUP/FINANCE>

À propos de Vallourec

Leader mondial sur ses marchés, Vallourec fournit des solutions tubulaires de référence pour les secteurs de l'énergie et pour d'autres applications parmi les plus exigeantes : des puits de pétrole et de gaz en conditions extrêmes aux centrales électriques de dernière génération, en passant par des projets architecturaux audacieux et des équipements mécaniques ultra-performants. Fidèle à son esprit pionnier et fort d'une R&D de pointe, Vallourec ne cesse de repousser les frontières technologiques. Implanté dans une vingtaine de pays, au plus près de ses clients, le Groupe rassemble près de 19 000 collaborateurs passionnés et engagés qui offrent bien plus que des tubes : ils proposent des solutions toujours plus innovantes, fiables et compétitives, pour rendre possibles tous les projets.

Coté sur Euronext à Paris (code ISIN : FR0000120354, Ticker VK) éligible au Service de Règlement Différé (SRD), Vallourec fait partie des indices SBF 120 et Next 150.

Aux États-Unis, Vallourec a mis en place un programme sponsorisé d'American Depositary Receipt (ADR) de niveau 1 (code ISIN : US92023R2094, Ticker : VLOWY). La parité entre l'ADR et l'action ordinaire Vallourec est de 5 pour 1.

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

14 novembre 2019 Publication des résultats du troisième trimestre

Pour plus d'informations, veuillez contacter :**Relations investisseurs**

Jean-Marc Agabriel

Tél. : +33 (0)1 49 09 39 77

Investor.relations@vallourec.com

Relations presse

Héloïse Rothenbühler

Tél. : +33 (0)1 41 03 77 50

heloise.rothenbuhler@vallourec.com

Relations actionnaires individuels

N° Vert : 0 800 505 110

actionnaires@vallourec.com

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Annexes

Pièces jointes à ce communiqué :

- Production expédiée
- Taux de change
- Chiffre d'affaires par zone géographique
- Chiffre d'affaires par marché
- Compte de résultat consolidé résumé
- Bilan consolidé résumé
- Dette de location IFRS 16
- Covenant bancaire
- Tableau des flux de trésorerie
- Flux de trésorerie disponible
- Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Production expédiée

En milliers de tonnes	2019	2018	Variation
T1	571	515	11%
T2	605	572	6%
T3		583	
T4		694	
Total	1 176	2 364	

Taux de change

Taux de change moyen	S1 2019	S1 2018
EUR / USD	1,13	1,21
EUR / BRL	4,34	4,14
USD / BRL	3,84	3,42

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.
 Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.
 Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires par zone géographique

En millions d'euros	S1		S1		Variation en %	T2		T2		Variation en %
	2019	En % du CA	2018	En % du CA		2019	En % du CA	2018	En % du CA	
Europe	311	15%	295	16%	5%	157	15%	158	16%	-1%
Amérique du Nord	668	32%	604	33%	11%	330	30%	325	33%	2%
Amérique du Sud	329	15%	317	17%	4%	162	15%	177	18%	-8%
Asie et Moyen-Orient	549	26%	527	29%	4%	303	28%	263	27%	15%
Reste du Monde	252	12%	101	5%	150%	132	12%	59	6%	124%
Total	2 109	100%	1 844	100%	14%	1 084	100%	982	100%	10%

Chiffre d'affaires par marché

S1	En %	S1	En %	Variation	En millions d'euros	T2	En %	T2	En %	Variation
2019	du CA	2018	du CA	en %		2019	du CA	2018	du CA	en %
1 395	66%	1 106	60%	26%	Pétrole et gaz	724	66%	615	63%	18%
130	6%	179	10%	-27%	Pétrochimie	63	6%	86	9%	-27%
1 525	72%	1 285	70%	19%	Pétrole et gaz, Pétrochimie	787	72%	701	72%	12%
202	10%	203	11%	-1%	Mécanique	88	8%	110	11%	-20%
63	3%	78	4%	-19%	Automobile	32	3%	40	4%	-20%
217	10%	98	5%	121%	Construction & autres	125	12%	49	5%	155%
482	23%	379	20%	27%	Industrie & Autres	245	23%	199	20%	23%
102	5%	180	10%	-43%	Energie électrique	52	5%	82	8%	-37%
2 109	100%	1 844	100%	14%	Total	1 084	100%	982	100%	10%

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Compte de résultat consolidé résumé

S1 2019	S1 2018	% de variation	<i>En millions d'euros</i>	T2 2019	T2 2018	% de variation
2 109	1 844	14%	CHIFFRE D'AFFAIRES	1 084	982	10%
(1 728)	(1 611)	7%	Coûts industriels des produits vendus*	(871)	(852)	2%
381	233	64%	Marge industrielle	213	130	64%
18,1%	12,6%	5,5 pts	(En % du CA)	19,6%	13,2%	6,4 pts
(198)	(200)	-1%	Coûts administratifs, commerciaux et de recherche *	(105)	(99)	6%
(14)	(15)	na	Autres revenus et (charges) nets	(6)	(8)	na
169	18	151 m€	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION ⁽⁶⁾	102	23	79 m€
8,0%	1,0%	7,0 pts	RBE/Chiffre d'affaires en %	9,4%	2,3%	7,1 pts
(126)	(134)	-6%	Amortissements industriels	(60)	(64)	-6%
(29)	(19)	na	Amortissements et autres dépréciations ⁽⁷⁾	(14)	(10)	na
(21)	(13)	na	Dépréciations d'actifs	(21)	-	na
(11)	(57)	na	Cession d'actifs, restructuration et autres	(6)	(24)	na
(18)	(205)	187 m€	RESULTAT D'EXPLOITATION	1	(75)	76 m€
(122)	(105)	16%	Résultat financier ⁽⁸⁾	(61)	(62)	-2%
(140)	(310)	170 m€	RESULTAT AVANT IMPOT	(60)	(137)	77 m€
(22)	-	na	Impôt sur les bénéfices	(14)	-	na
(1)	1	na	Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	-	1	na
(163)	(309)	146 m€	RESULTAT NET TOTAL	(74)	(136)	62 m€
(4)	2	na	Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(1)	na
(167)	(307)	140 m€	RESULTAT NET, PART DU GROUPE	(77)	(137)	60 m€
(0,4)	(0,7)	€0,3	RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	(0,2)	(0,3)	€0,1

Les effets d'IFRS 16 sur le compte de résultat comprennent :

⁽⁶⁾ Retrait des charges locatives du résultat brut d'exploitation :

⁽⁷⁾ Amortissement du droit d'usage :

⁽⁸⁾ Charges d'intérêt sur la dette de location :

S1 2019

+ 16 m€

-14 m€

- 5 m€

T2 2019

+ 8 m€

- 7 m€

- 2 m€

na. = sans objet

(*) Avant amortissements

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Bilan consolidé résumé

En millions d'euros							
Actif	30 Juin 2019	1 Janv 2019	31 Déc 2018	Passif	30 Juin 2019	1 Janv 2019	31 Déc 2018
		Post IFRS 16		Capitaux propres, part du Groupe *	1 664	Post IFRS 16 1 802	1 802
				Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	521	462	462
Immobilisations incorporelles nettes	64	71	71	Total des capitaux propres	2 185	2 264	2 264
Écarts d'acquisition	361	358	358	Prêt actionnaire	31	29	29
Immobilisations corporelles nettes	2 671	2 777	2 691	Emprunts et dettes financières (A)	1 743	1 746	1 797
Actifs biologiques	64	60	60	Dettes de location non courante (D)	107	115	-
Entreprises associées	133	134	134	Engagements envers le personnel	229	214	214
Autres actifs non courants	153	156	156	Impôts différés passifs	15	15	15
Impôts différés actifs	266	250	250	Autres provisions et passifs	70	50	50
Total actifs non courants	3 712	3 806	3 720	Total passifs non courants	2 164	2 140	2 076
				Provisions	111	136	136
Stocks et en-cours	1 192	1 135	1 135	Emprunts et concours bancaires courants (B)	1 097	993	1 001
Clients et comptes rattachés	684	599	599	Dettes de location courante (E)	28	30	-
Instruments dérivés - actifs	3	3	3	Fournisseurs	597	582	582
Autres actifs courants	233	216	216	Instruments dérivés - passif	23	32	32
Trésorerie et équivalents de trésorerie (C)	729	740	740	Autres passifs courants	317	293	293
Total actifs courants	2 841	2 693	2 693	Total passifs courants	2 173	2 066	2 044
TOTAL ACTIF	6 553	6 499	6 413	TOTAL PASSIF	6 553	6 499	6 413

* Résultat net, part du Groupe	(167)	(502)
--------------------------------	-------	-------

Dettes nettes (A+B-C)	2 111	1 999	2 058⁽⁹⁾
------------------------------	--------------	--------------	----------------------------

⁽⁹⁾ Dette nette de 2 058 millions d'euros à fin décembre 2018 incluant 59 millions d'euros de dette de location

Dettes de location (D+E)	135	145	*
---------------------------------	------------	------------	---

* Cf. détail sur la dette de location IFRS 16 en page 15

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes. Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Dette de location IFRS 16

30 juin 2019	Variation vs 1 Jan 2019	En millions d'euros	1 Jan 2019 post IFRS 16	31 déc. 2018
56	-3 m€	Dettes de location financement ⁽¹⁰⁾	59	59
79	-7 m€	Dettes de location opérationnelle ⁽¹¹⁾	86	-
135	-10 m€	Total dette de location (IFRS 16) ⁽¹²⁾	145	-

⁽¹⁰⁾ Incluse dans la dette nette avant application de la norme IFRS 16 ; retraitée en dette de location à compter du 1^{er} janvier 2019

⁽¹¹⁾ Dette de location opérationnelle enregistrée dans les éléments hors bilan avant l'adoption d'IFRS 16 ; comptabilisation en dette de location à partir du 1^{er} janvier 2019

⁽¹²⁾ - Nouveaux éléments (dettes de location courantes et non courantes) identifiés au bilan en application d'IFRS 16

- Au 30 juin 2019, la dette de location de 135 millions d'euros est constituée de :

107 millions d'euros de dette de location non courante

28 millions d'euros de dette de location courante

Covenant bancaire

Tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la « dette de location financement » comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la « dette de location opérationnelle ») sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

En millions d'euros	30 juin 2019	31 Déc 2018
Dettes nettes	2 111	2 058
Dettes de location financement (Incluse dans la dette nette au 31 Déc 2018)	56	-
Prêt actionnaire	31	29
Dettes nettes retraitées (a)	2 198	2 087
Capitaux propres Groupe	2 185	2 264
Réserves de conversion	582	624
Réserves - variation de juste valeur des instruments financiers	-	8
Capitaux Groupe retraités (b)	2 767	2 896
Ratio d'endettement retraité = (a) / (b)	79%	72%

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Tableau des flux de trésorerie

S1 2019	S1 2018	En millions d'euros		T2 2019	T2 2018	T1 2019
10	(144)	Flux de trésorerie générés par l'activité		39	(61)	(29)
(117)	(236)	Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité [+ baisse, (hausse)]		(4)	(84)	(113)
(107)	(380)	Flux nets de trésorerie générés par l'activité		35	(145)	(142)
(36)	(38)	Investissements industriels bruts		(19)	(19)	(17)
31	26	Cessions d'actifs et autres éléments ⁽¹³⁾		(2)	13	33
(112)	(392)	Variation de l'endettement net [+ baisse, (hausse)]		14	(151)	(126)
2 111	1 934	Dettes nettes (fin de période) ⁽¹⁴⁾		2 111	1 934	2 125

⁽¹³⁾ Le 19 février 2019, Sumitomo Corporation a participé, via un apport en numéraire à une augmentation de capital de Vallourec Star, filiale de Vallourec aux États-Unis, au prorata de sa participation au capital en pourcentage (19,47 %), pour un montant de 59 millions de dollars US (51,8 millions d'euros)

⁽¹⁴⁾ La dette de location financement (56 millions d'euros au 30 juin 2019), précédemment incluse dans la dette nette, est maintenant comptabilisée en dette de location (IFRS 16)

Flux de trésorerie disponible

S1 2019	S1 2018	Variation	En millions d'euros		T2 2019	T2 2018	Variation
10	(144)	154 m€	Flux de trésorerie générés par l'activité (A)		39	(61)	100 m€
(117)	(236)	119 m€	Variation du BFR lié à l'activité (B) + baisse, (hausse)		(4)	(84)	80 m€
(36)	(38)	2 m€	Investissements industriels bruts (C)		(19)	(19)	-
(143)	(418)	275 m€	Flux de trésorerie disponible* (A)+(B)+(C)		16	(164)	180 m€

* Impact IFRS 16 sur :

- flux de trésorerie disponible du premier semestre 2019 : 11 millions d'euros (impact de 16 millions d'euros sur le résultat brut d'exploitation moins 5 millions d'euros de charges d'intérêts sur la dette de location)
- flux de trésorerie disponible du deuxième trimestre 2019 : 6 millions d'euros (impact de 8 millions d'euros sur le résultat brut d'exploitation moins 2 millions d'euros de charges d'intérêts sur la dette de location)

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Besoin en fonds de roulement : défini comme les créances clients plus les stocks moins les dettes fournisseurs, (hors provision)

Besoin en fonds de roulement net : défini comme le besoin en fonds de roulement net des provisions pour stock et créances clients ; les jours de besoin en fonds de roulement net sont calculés sur la base des ventes trimestrielles annualisées.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité : inclut le besoin en fonds de roulement et les autres créances et dettes.

Covenant bancaire (ou ratio d'endettement retraité) : tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la "dette de location financement" comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la "dette de location opérationnelle") sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

Dettes de location : à partir du 1er janvier 2019, la dette de location est définie comme la valeur actualisée des engagements de loyers futurs

Dettes nettes : la dette nette consolidée se définit comme les emprunts et dettes financières non courants + emprunts et concours bancaires courants - Trésorerie et équivalents de trésorerie. A partir du 1er janvier 2019, la dette nette exclut la dette de location financement

Données à taux de change constants : les données présentées « à taux de change constants » sont calculées en neutralisant l'effet de conversion en euro du chiffre d'affaires des sociétés du Groupe dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro. L'effet de change de conversion est neutralisé par l'application des taux de change de l'année N-1 au chiffre d'affaires de l'année N de ces sociétés.

Flux de trésorerie disponible : le flux de trésorerie disponible se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité minoré des investissements industriels bruts et majoré/minoré de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

Investissements industriels bruts : les investissements industriels bruts se définissent comme la somme des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et ceux liés aux acquisitions d'actifs biologiques.

Marge industrielle : la marge industrielle se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les coûts industriels des produits vendus (c'est-à-dire après imputation des coûts industriels variables et des coûts industriels fixes), hors amortissements.

Information

Les données semestrielles aux 30 juin 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.